



Date de dépôt : 24 novembre 2025

Rapport

de la commission de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et du sport chargée d'étudier la proposition de résolution de Grégoire Carasso, Caroline Marti, Thomas Wenger, Nicole Valiquer Grecuccio, Diego Esteban, Jean-Charles Rielle, Uzma Khamis Vannini, Xhevrie Osmani, Danièle Magnin, Angèle-Marie Habiyakare, Léo Peterschmitt, Julien Nicolet-dit-Félix, Yves Nidegger, Louise Trottet, Daniel Noël, Oriana Brücker, Lionel Dugerdil, David Martin, Marjorie de Chastonay, Guy Mettan, Jacques Jeannerat, Florian Dugerdil, Yves de Matteis, Sébastien Desfayes, Gabriela Sonderegger, Thierry Cerutti, Christo Ivanov, Cyril Mizrahi, Frédéric Saenger, Francisco Taboada, Jean-Pierre Tombola, Charles Poncet pour que (sur)vive l'étude du latin

Rapport de Thierry Oppikofer (page 4)

Proposition de résolution (1065-A)

pour que (sur)vive l'étude du latin

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- que le collège de Genève doit réformer son système organisationnel en se conformant à l'ordonnance fédérale de maturité ORM 23 ;
- que l'ordonnance fédérale donne les lignes directrices de la maturité, notamment en précisant le pourcentage de temps d'études attribué à chaque groupe de disciplines ;
- que l'ordonnance fédérale détermine également quelles sont les disciplines enseignées aussi bien en discipline fondamentale (DF)¹ qu'en option spécifique (OS)² ;
- que le latin est dans la liste des disciplines pouvant être une OS ;
- que le projet actuel du DIP ne propose l'étude du latin qu'en DF, ce qui pourrait simplement être interprété comme un déclassement discutable de cette discipline (qui fut le pilier des maturités de type A et B, puis une OS dans l'ORM 95), si le latin n'était pas mis en concurrence directe avec l'anglais (proposé uniquement en DF) ;
- que cette mise en concurrence (anglais *versus* latin) ne peut qu'amener à une disparition certaine et à court terme de l'apprentissage du latin au collège et entraîner dans son sillage son abandon complet, du cycle d'orientation jusqu'à l'université ;
- que l'ordonnance fédérale précise que l'OS peut être mono- ou multidisciplinaire (par ailleurs, le nombre d'années durant lesquelles l'OS est enseignée n'est pas indiqué) ;
- que le latin s'inscrit dans la grande tradition humaniste de Genève, génératrice de son rayonnement international ;

¹ ORM 23 Art. 11 « ¹ Les disciplines fondamentales permettent d'acquérir les compétences minimales constitutives de l'aptitude générale aux études et contribuent à l'acquisition des compétences permettant d'assumer les responsabilités exigeantes au sein de la société. »

² ORM 23 Art. 12 « ¹ L'option spécifique vise l'étude approfondie ou l'élargissement disciplinaire ou interdisciplinaire. [...] »

- que le latin facilite l'apprentissage du vocabulaire, de la grammaire et de la syntaxe des langues romanes, mais aussi la compréhension du fonctionnement des langues casuelles (notamment l'allemand) ;
- qu'il offre un accès préférentiel aux grandes périodes historiques qui nous ont précédés en facilitant l'accès à leurs sources écrites ;
- que les arts, notamment la littérature, la sculpture, la peinture et l'architecture, sont jusqu'à nos jours imprégnés de références antiques ;
- que le latin est un référentiel pour la culture européenne aussi bien dans les domaines artistiques et philosophiques que juridiques et scientifiques ;
- que *in fine* il serait incroyable, dans les temps troubles que nous traversons, qu'un Etat qui emprunte sa devise³ POST TENEBRAS LUX à cette langue s'en sépare à jamais,

invite le Conseil d'Etat

à modifier ses projets en matière de révision de la maturité de telle sorte que :

- les options spécifiques puissent être monodisciplinaires ;
- les options spécifiques puissent commencer en première année ;
- le latin puisse être choisi en option spécifique ;
- le calendrier permette une large consultation et un débat de société.

³ Art. 7 al. 2 de la constitution de la République et canton de Genève.

Rapport de Thierry Oppikofer

La commission de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et du sport a traité cet objet lors de ses séances du 11 juin et des 15 et 29 octobre 2025, sous la présidence de M^{me} Francine de Planta.

Les procès-verbaux ont été pris successivement par M^{mes} Alicia Nguyen et Pauline Ley. M^{me} la conseillère d'Etat Anne Hiltbold, chargée du département de l'instruction publique, a assisté à ces séances ; le DIP était également représenté en commission par M^{mes} Liv Ducrocq et Eléonore Zottos, secrétaires générales adjointes, et par M^{me} Nathalie Leutwyler, directrice du service de l'enseignement.

Que toutes ces personnes soient remerciées du soutien apporté à la commission.

Présentation de la résolution par son premier signataire, le député Grégoire Carasso, le 11 juin 2025

M. Carasso rappelle que la motion M 2025, faisant suite à la pétition P 1783, pour sauver le latin au cycle d'orientation, avait été adoptée voilà 15 ans à l'unanimité du Grand Conseil. La présente résolution R 1065, déposée en 2025 pour sauver cette fois le latin au collège, a également été largement cosignée par l'ensemble des partis, à l'exception notable et regrettable du PLR.

Pour se limiter à l'essentiel, il évoque le cinquième considérant qui concerne le cœur de la réforme de la maturité en cours : cette réforme ne prévoit selon lui l'étude du latin qu'en discipline fondamentale. Le terme peut être compris comme valorisant. Toutefois, cette dénomination présente une difficulté majeure : elle contraint les élèves du collège à choisir entre l'anglais et le latin. Ce choix fait craindre une disparition du latin au collège, puis probablement aussi au CO et à l'université. C'est cette crainte qui a conduit quasiment tous les partis représentés au Grand Conseil à déposer la résolution.

Un député (PLR) demande à M. Carasso combien d'heures de latin étaient dispensées en 2011, et si le programme de maturité a évolué entre cette période et aujourd'hui. Il lui est répondu que le DIP sera mieux à même de lui répondre.

Une députée (Ve) indique qu'à son époque, on parlait toujours de latin-grec, et elle demande ce qu'il en est du grec aujourd'hui.

M. Carasso répond que le grec se maintient relativement mieux, car il est associé à la philosophie en tant qu'option spécifique. Il peut donc être choisi sans entrer en concurrence directe avec des disciplines comme l'anglais. Il

ajoute que la perspective de voir disparaître le latin n'est pas arrêtée : un projet issu d'un groupe de travail du DIP est actuellement en consultation.

M^{me} Hiltbold est heureuse que la résolution ait été renvoyée en commission. Elle rappelle qu'elle avait souhaité intervenir lorsque le Grand Conseil avait adopté une autre résolution sans qu'elle ait pu expliquer les contraintes liées au projet de réforme de la maturité. Cette motion dépasse la seule question du latin : elle comporte plusieurs invites, dont une seulement concerne la possibilité de choisir le latin en option spécifique. Le texte demande que les options soient monodisciplinaires et commencent en première année, ce qui touche l'ensemble du projet de réforme de la maturité. Le DIP étant en phase de consultation, aucune décision n'est encore arrêtée. Une pétition concernant les mathématiques a déjà été traitée. Lors des consultations, chaque discipline cherche à préserver sa dotation, ce qui est compréhensible.

La magistrate souligne que ce projet de réforme s'inscrit dans la feuille de route du DIP. L'ordonnance fédérale sur la maturité (Matu2023) a été validée en juin 2023, tout comme le règlement de la Conférence des DIP sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (RRM), adopté le 22 juin 2023. Elle évoque également l'ordonnance du Conseil fédéral sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale et le plan d'études cadre des écoles de maturité gymnasiale (PEC), adopté par la CDIP en juin 2024.

L'ordonnance fédérale laisse une certaine marge de manœuvre aux cantons tout en posant un cadre fondé sur des principes et des objectifs. Le plan d'études cadre définit le contenu des disciplines, que chaque canton peut ensuite décliner avec une liberté un peu plus grande que sous l'ordonnance précédente, datant de 1995. La formation reste générale, sans spécialisation, tout en renforçant la maturité sociale pour l'exercice de responsabilités. Il s'agit aussi d'enrichir les connaissances disciplinaires par des compétences interdisciplinaires et transversales. Pour atteindre ces objectifs, certains changements sont inévitables, avec des conséquences incluses dans l'ordonnance et le PEC : 3% d'interdisciplinarité au minimum, la prise en compte de domaines transversaux comme le numérique, le développement durable, la citoyenneté, des compétences transversales, une formation propédeutique scientifique, un niveau B2 en langues et des bases solides en mathématiques et en français.

M^{me} Leutwyler poursuit en expliquant que le socle principal de la formation repose sur les disciplines fondamentales, communes à tous les élèves – au nombre de treize. Il est impossible « d'échapper » aux sciences humaines, aux langues ou aux sciences expérimentales. Ensuite, les élèves choisissent une option spécifique et une option complémentaire, formant ainsi leur profil

personnel. Pour éviter un déséquilibre entre les domaines, des seuils minimaux sont prescrits par l'ordonnance : 27% pour les langues, 27% pour les sciences expérimentales et les mathématiques, 12% pour les sciences humaines, et 15% pour les OS, OC et TM (travail de maturité).

En apparence, la structure reste proche de celle de l'ordonnance de 1995, mais les changements réels concernent les domaines et compétences transversaux. Certains éléments ne changent pas : le statut des disciplines (DF, OS, OC), les différents domaines d'études (langues, sciences expérimentales et mathématiques, sciences humaines et sociales, arts, OS, OC et TM). En revanche, deux disciplines deviennent désormais des DF : l'informatique et l'économie-droit.

Il est obligatoire, pour être conforme à l'ordonnance, de modifier certaines dotations horaires. Genève est le canton avec le pourcentage le plus bas en sciences expérimentales et mathématiques, ainsi qu'une dotation élevée en langues et en sciences humaines. Pour chaque discipline, il faut adopter une approche par compétences et non plus par contenu.

M^{me} Leutwyler indique les axes du projet, avec des obligations : augmentation des dotations en arts, en sciences expérimentales, passage de 2h à 4h en économie et droit. Ce n'est pas un choix optionnel que peut faire Genève. Par contre, un choix genevois est l'interdisciplinarité dans le cadre des OS, c'est-à-dire essayer de mettre en place des OS à deux disciplines, dans lesquelles les deux disciplines travaillent en partie ensemble.

M^{me} Hiltbold note qu'aujourd'hui, il y a 11 ou 12 OS, des collèges où il y a 1000 élèves et 800 horaires différents. Le DIP a l'impression que beaucoup d'élèves choisissent les deux options les plus répandues : économie et droit, ou biologie et chimie, pour pouvoir fréquenter le collège le plus proche de chez eux. Le souhait était de simplifier, avoir moins d'options tout en gardant certaines spécificités genevoises. Il y a aussi le choix de commencer l'OS plus tard, pour que les élèves puissent faire leurs choix après avoir commencé le collège. Elle défend personnellement de commencer l'OS en 2^e. La philosophie devrait rester en OS, ce qui reste une spécificité genevoise. Il y a aussi l'espagnol, et il était clair que cette branche serait gardée. C'est une OS très suivie aujourd'hui. L'exception concerne l'OS espagnol et grec maintenue, car ces branches n'existent pas en DF, ce qui n'est pas le cas du latin, qui existe en DF. Il y a 1,32% des élèves qui suivent aujourd'hui le latin en OS, et 0,7% qui suivent le latin en DF. Cela ne signifie cependant pas que le DIP ne souhaite pas maintenir le latin et trouver des solutions.

Le DIP a mis en consultation auprès des enseignants des hypothèses d'OS à deux disciplines. Aujourd'hui, rien n'est validé définitivement. Il y aurait

3 OS en langue, 2 en sciences, 2 en sciences humaines et 2 en arts. Les OS langues qui disparaissent le font parce qu'elles sont très peu choisies par les élèves. Souvent, ces élèves choisissent plutôt la filière bilingue.

M^{me} Hiltbold indique qu'aujourd'hui, pour constituer les grilles, il faut trouver un équilibre dans ces domaines en respectant les pourcentages minimaux. Il faut répartir les disciplines par domaines sur toutes les années et équilibrer les dotations année après année. Il y a 130 heures dans le cursus parallèle sur les 4 ans, donc, actuellement, il faut augmenter ce qui doit l'être et réduire ailleurs.

M^{me} Leutwyler précise que, si l'on augmente ce qui doit l'être sans rien enlever, cela crée un surplus de 6 heures en tout sur 4 ans. Il y a 15 000 élèves au collège et ces 6 heures supplémentaires ont un coût. Pour beaucoup, le maintien des DF, notamment le latin, ne compense pas son absence en OS. La défense disciplinaire doit être mise en balance avec les enjeux plus fondamentaux et globaux de la réforme. Le corps enseignant a été consulté.

Une députée (PLR) demande qui va arbitrer et quand.

M^{me} Hiltbold répond que les arbitrages sont en cours et que c'est probablement elle-même qui le fera. Elle défend personnellement le modèle bidisciplinaire qui commence en 2^e année et le maintien du latin en OS. Il est possible d'avoir une OS latin bidisciplinaire en ajoutant la culture antique comme seconde discipline, comme cela sera fait pour le grec. Le DIP a sollicité les enseignants, mais aussi les élèves, qui ont reçu un questionnaire et ont pu se prononcer. Il y a eu des séances avec l'université, les partenaires externes, etc.

A une question d'**un député (PLR)** sur le fait que les jeunes Genevois qui entamaient des études à l'EPFL figureraient parmi les moins performants de toute la Suisse, et qui se demande si l'on fait assez de maths dans ce canton, **M^{me} Leutwyler** répond que les élèves de l'UNIGE, avec maturité genevoise, sont ceux qui réussissent le mieux, toutes facultés confondues. Le problème spécifique à l'EPFL vient d'exigences très élevées en mathématiques en 1^{re} année.

Un député (UDC) demande si les autres cantons ont les mêmes problèmes. Il lui est répondu que tous les cantons sont en pleine réflexion. Vaud, Neuchâtel et le Jura ne sont pas du tout à ce stade de réflexion. Ils ont 14 ans pour mettre en œuvre la réforme, alors que Genève n'en a que 8.

Une députée (Ve) estime que ce qui est présenté par le DIP est un peu « top-down », elle souhaite que les enseignants s'approprient la réforme et en deviennent les ambassadeurs. **M^{me} Leutwyler** répond que le DIP est passé dans tous les collèges pour discuter avec tous les enseignants qui le

souhaitaient, afin de partager la vision et les lignes de la réforme. Le collège qui a mobilisé le plus d'enseignants a réuni 35 personnes.

M^{me} Leutwyler précise enfin que 1,7% des élèves font du grec. Cela correspond à peu près au taux de choix du latin. Quant aux mathématiques 2, ce sont donc principalement les très bons élèves en maths qui les choisissent.

Un premier échange d'arguments a lieu, **un député (S)** estimant que l'on est en présence d'un débat de société concernant la maturité et qu'il faudrait une large discussion publique, tandis qu'**un député (PLR)** relève que les cantons se sont mis d'accord et que la Confédération a décidé d'un cadre. Sur 87% des branches, le canton ne peut rien faire. Ce n'est pas un débat de société que de décider pour 13% des branches.

La commission décide d'auditionner le DIP à la rentrée.

Audition de M^{me} la conseillère d'Etat Anne Hiltbold, le 15 octobre 2025

Accompagnée derechef par M^{me} Nathalie Leutwyler, M^{me} Hiltbold déclare que les craintes des défenseurs du latin ont été prises en compte. La résolution n'a donc plus de raison d'être. Il y avait une crainte de suppression de l'option spécifique au latin, ce qui ne sera pas le cas. Les options sont dotées du même nombre d'heures et un système plus lisible et simplifié des 11 à 12 options existantes est maintenu, incluant les spécificités genevoises : philosophie, espagnol, latin et grec. Les élèves souhaitant suivre du latin ou combiner grec et latin pourront le faire, les options étant harmonisées avec une organisation débutant en deuxième année afin de permettre des choix éclairés. Les disciplines fondamentales ont été ajustées pour inclure l'économie et le droit, avec deux heures supplémentaires, ainsi que deux heures supplémentaires en arts et des éléments d'interdisciplinarité. La grille adoptée conserve quasiment les horaires en géographie (1h de moins) et histoire et prévoit, pour le latin, une option latin-culture antique, avec possibilité de choisir le latin comme troisième langue pour les élèves prenant grec en option bidisciplinaire. Les élèves souhaitant suivre grec, anglais et latin simultanément devront prévoir des heures supplémentaires. Mais le sujet, concernant un nombre limité d'élèves, ne nécessite pas un débat de société étendu. La dotation horaire des disciplines fondamentales en langue 1 et 2 est de 12 heures, contre 13 heures pour l'option spécifique. La création d'une option spécifique latin dans le catalogue a été adoptée, dérogeant au principe initial de ne pas proposer en option spécifique des langues existant en discipline fondamentale. Trois heures de pont supplémentaires ont été prévues en première année pour le latin.

Une députée (PLR) demande si la nouvelle grille prévoit le même nombre d'heures que la précédente.

M^{me} Leutwyler indique que les élèves n'ont pas tous actuellement le même nombre d'heures. La moyenne était de 31 heures, tandis que la nouvelle grille prévoit 34 à 35 heures. Elle précise que la différence entre 31 et 35 heures ne correspond pas à des heures de cours traditionnelles en classe, mais à des heures de travail autonome. **M^{me} Hiltpold** ajoute que le travail de maturité ne comptait jusqu'à présent que pour une période et équivaldra à deux périodes.

Un député (S) note que, pour la géographie, il y a une interruption dans le cursus, avec des cours dispensés en première et troisième année, mais non en deuxième. Il lui est répondu que la même situation s'applique à l'histoire. Ces interruptions sont dues à la nécessité d'éviter une surcharge horaire pour les élèves, qui atteindraient sinon 36 heures hebdomadaires. Les apprentissages en géographie et en histoire ne présentent pas le même caractère cumulatif que ceux des langues, des mathématiques ou des sciences expérimentales. Pour le latin, un dispositif de pont est prévu en première année afin d'éviter toute rupture d'apprentissage.

M^{me} Leutwyler souligne que l'intégration de l'intelligence artificielle est prévue dans toutes les disciplines. Devant les inquiétudes d'un député (S), **M^{me} Hiltpold** précise que le dispositif sport-art-études sera maintenu et développé, afin d'être proposé dans plusieurs collèges. Il est également souligné que les maturités bilingues seront maintenues et développées.

Un député (UDC) souhaitant se rassurer quant à la concertation autour du projet, **M^{me} Leutwyler** explique qu'il s'agit d'une réforme issue d'une ordonnance fédérale. A Genève, un comité de projet a été mis en place, comprenant des représentants des directions de gymnases, du service de l'enseignement, ainsi que deux représentants du corps enseignant. Des collaborations ont également été menées avec l'Université de Genève, avec le secondaire I sur la question des compétences transversales, ainsi qu'avec le Conseil de la jeunesse. Un sondage a été réalisé auprès de l'ensemble des élèves du collège, et des enquêtes standardisées intercantionales ont été utilisées pour recueillir des retours sur la formation actuelle.

Il est précisé qu'un lien vers le site contenant les explications destinées aux enseignants sera communiqué, afin de préciser quelles modifications découlent directement de l'ordonnance fédérale et lesquelles relèvent de choix spécifiques au canton de Genève.

Répondant à un **député (PLR)**, les représentantes du DIP précisent que la géographie et le français auront une réduction de leur dotation horaire, que l'économie et le droit, désormais disciplines fondamentales, passeront de deux à quatre heures (deux en 1^{re} et deux en 2^e), avec note dans le certificat de maturité. Peu d'élèves s'inscrivent en option spécifique italien ou allemand.

L'objectif est désormais d'étendre le dispositif de maturité bilingue à l'italien. Etant donné le grand nombre d'élèves inscrits en OS espagnol, celle-ci est maintenue en y ajoutant une composante culturelle, la culture hispanique, afin de répondre à l'exigence de bidisciplinarité.

Le groupe S, à la demande de la présidente de la commission, annonce qu'il examinera le retrait de la R 1065, la majorité des invites ayant trouvé une réponse dans les éléments présentés.

Vote, le 29 octobre 2025

Il est annoncé que le groupe S souhaite maintenir sa résolution.

Le groupe PLR déplore cette situation et en demande les raisons.

Le groupe S déclare vouloir obtenir un rapport sur le sujet et que certains éléments ne le satisfont pas entièrement. L'un de ses membres invoque la volonté d'un positionnement politique ; un de ses collègues souligne que les informations reçues du DIP montrent que la résolution était pertinente.

Vote

La présidente soumet au vote la R 1065 :

Oui : 5 (3 S, 2 Ve)

Non : 9 (1 LJS, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 1 UDC)

Abstentions : 1 (1 UDC)

La R 1065 est refusée.

La majorité de la commission invite M^{mes} et MM. les députés à rejeter cette proposition de résolution, dont les demandes ont été plus que largement satisfaites.

Annexe : nouvelle grille horaire.



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse

Enseignement secondaire II

Direction générale

RÉFORME DE LA MATURITÉ GYMNASIALE GENEVOISE (ORM23)

Nouvelle grille horaire hebdomadaire élève

		1 ^{ère} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année	Total	% par discipline
Langues	Français	4	4	4	4	16	12.9%
	Langue 2 (AL ou IT)	3	3	3	3	12	9.7%
	Langue 3 (AN ou AL ou IT ou LA)	3	3	3	3	12	9.7%
	Famille langues	10	10	10	10	40	32.3%
Sciences	Math (2 niveaux dès la 2 ^e)	4	4	4	4	16	12.9%
	Informatique	3	2	0	0	5	4.0%
	Biologie	0	2	3	0	5	4.0%
	Chimie	3	2	0	0	5	4.0%
	Physique	0	0	3	2	5	4.0%
	Famille sciences	10	10	10	6	36	29.0%
Sciences humaines	Géographie	2	0	3	0	5	4.0%
	Histoire	2	2	0	4	8	6.5%
	Économie/Droit	2	2	0	0	4	3.2%
	Philosophie	0	0	2	2	4	3.2%
	Famille SH GE	6	4	5	6	21	16.9%
Arts	Arts visuels ou musique	5	3	0	0	8	6.5%
	Famille arts	5	3	0	0	8	6.5%
OS+OC+TM	OS	0	4	4	5	13	10.5%
	OC	0	0	2	2	4	3.2%
	Travail de maturité	0	0	1	1	2	1.6%
	Famille OS+OC+TM	0	4	7	8	19	15.3%
Autres disciplines	Éducation physique	2	2	2	0	6	
Autres	Ateliers de transversalité	2	1	1	0	4	
Bilan	Total cours DF (inclus PO)	31	27	25	22	105	
	Total pour calcul % (DF+OS+OC+TM)	31	31	32	30	124	
	Total autres disciplines (hors %)	2	2	2	0	6	
	TOTAL cours élève (hors TM)	33	33	33	29	128	
	TOTAL TM			1	1	2	
	TOTAL Ateliers	2	1	1	0	4	
	TOTAL charge élève	35	34	35	30	134	

note de maturité